

— la levée immédiate de toutes les sanctions contre les syndicats et les syndicalistes, la réintégration des délégués licenciés pour activité syndicale ;

— la libération des prisonniers politiques, l'abrogation de tous les décrets répressifs et la suspension d'application des lois scélérates, à commencer par la loi Peyrefitte contre les libertés, la circulaire Bonnet-Stoléru contre les immigrés et les clauses restrictives du droit à l'avortement.

Ces premières mesures ne transformeraient pas la situation, mais — prises tout de suite — elles l'empêcheraient de se dégrader encore plus. Et, à partir de là, les travailleurs et les travailleuses de toutes les entreprises peuvent se rassembler pour aller plus loin.

Pour des millions de travailleurs, le changement c'est d'abord la semaine légale de 35 heures sans réduction de salaire.

Seule une telle solution, qui profite également à tous les secteurs, permet de réduire le chômage. Ce qui ne serait pas le cas avec une négociation branche par branche et un étalement sur cinq ans.

C'est pourquoi, lors de la prochaine session parlementaire, c'est une loi sur les 35 heures qui doit être adoptée.

Mais, sans attendre, que les centrales syndicales organisent une véritable consultation de tous les travailleurs afin que tout le monde sache qu'ils veulent les 35 heures tout de suite !

Consultés, les travailleurs ne manqueraient pas non plus de répondre oui à l'augmentation immédiate du SMIC à 3400 F. Car elle correspond au moins à la perte de leur pouvoir d'achat, dont seule l'échelle mobile des salaires peut garantir le maintien et la progression.

Si des négociations s'engagent sur les 35 heures, le SMIC et les augmentations de salaire, qu'elles se déroulent publiquement, comme en Pologne, devant la télévision !

Sur leurs revendications, c'est aux travailleurs eux-mêmes de décider. C'est d'abord à eux de prendre la parole sur tout ce qui les concerne.

Mitterrand propose de faire un bilan de la France, pour évaluer la situation catastrophique laissée par Giscard. Mais qui, mieux que les travailleurs des villes et des campagnes, peut dresser ce bilan et déterminer les besoins les plus pressants de la population laborieuse ? Sûrement pas quelques technocrates enfermés dans leurs cabinets ministériels

Qui, mieux que les travailleurs des hôpitaux, peut définir combien de personnel il faut embaucher pour que les malades soient correctement soignés ? Qui, mieux que les travailleurs des banques et des douanes, peut surveiller les mouvements de capitaux et les empêcher de fuir à l'étranger ? Qui, mieux que les travailleurs des entreprises